

LES inspirations **ÉCO** AFRIQUE

L'ONCF se met sur les rails du continent

● Le transporteur ferroviaire finalise deux nouvelles conventions de coopération avec la société des chemins de fer du Gabon et celle de Djibouti. L'Office se positionne aussi en acteur régional de référence et promeut le transfert des connaissances.

p. 21

CAHIER DE L'INTÉGRATION

Les 9 «Transformers» africains **p. 22-23**

L'OPÉRATEUR DE LA SEMAINE

Caciopee opte pour une croissance maîtrisée **p. 24**

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Maroc-Gabon. La diversification en priorité **p. 25**



Actualité



BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

Cet autre «diplomate»...

On n'en parle pas assez souvent parce qu'elle est très subtile, sans doute. La diplomatie par la religion a encore une fois côtoyé l'économique tout au long de la dernière tournée royale en région subsaharienne. La fibre religieuse semble, d'emblée, être devenue un élément complémentaire, voire incontournable, à la démarche de renforcement des liens et relations politico-économiques entamée par le royaume ces dernières années, et ses partenaires -États coreligionnaires- du Sud du Sahara. Cet autre diplomate de l'ombre agit à coup de donations de milliers d'exemplaires du Coran sortis tout droit des presses du royaume, de formations d'imams issus de ces pays dans les préceptes d'un Islam plus tolérant, ainsi que -détail chargé en symbolisme- la traditionnelle prière du vendredi dans la mosquée de la principale ville du pays hôte. Une réflexion plus osée nous pousserait même à nous demander si ce «diplomate» ne pèserait pas dans le choix des pays à visiter. Cette démarche continue de prouver son efficacité, surtout au profit du renforcement d'un certain «soft power» marocain en région ouest-africaine. Cependant, il est certain que l'approche ne sera pas la même lorsque le royaume s'attaquera à l'autre Afrique, celle qui bat tous les records de croissance, qui s'exprime en anglais et qui n'est pas forcément de confession musulmane. L'Afrique «utile», en somme. Les arguments qui marchent à Dakar ne marcheront sans doute pas à Nairobi. Le royaume devra en trouver d'autres, beaucoup plus objectifs, liés à la compétitivité, supposée ou réelle, ainsi qu'aux capacités d'adaptation de son secteur privé. ●



«Africa SMB Forum» se penche sur la PME africaine

La 1^{re} édition de l'Africa SMB Forum démarre demain pour 3 jours successifs de rencontres et d'échanges B to B, visant à «interconnecter et financer les PME du monde avec l'Afrique». Ce forum a pour objectif principal d'offrir un espace de rencontres d'affaires et de rendez-vous à 500 dirigeants de PME-PMI, investisseurs et managers venus de 40 pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Europe, d'Amérique du Nord, ainsi que des pays émergents d'Asie et d'Amérique Latine. La plateforme B to B mise en place en marge du forum permettra aux entreprises participantes d'accéder aux institutions de financements, signer des pré-contrats et nouer des alliances commerciales, financières, technologiques ou/et industrielles avec d'autres entrepreneurs et investisseurs des diverses régions d'Afrique (20 pays) et du monde.

MEDZ réalisera des zones d'activités au Gabon

En marge de la dernière visite royale au Gabon, l'enseignante marocaine a signé une importante convention-cadre relative à la mise en œuvre d'un programme de partenariat avec le ministère gabonais de l'Agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la sécurité alimentaire. Ce partenariat porte concrètement sur la réalisation de zones d'activités de nouvelle génération, particulièrement dans le secteur agro-industriel. Un mémorandum d'entente sur la coopération en matière de domaines et d'infrastructures industrielles a également été signé entre la société MEDZ et le ministère gabonais en charge de l'Industrie.

L'Africa CEO Forum plante le décor

La 2^e édition de l'Africa CEO Forum - Forum des chefs d'entreprises africains - se prépare à accueillir le gotha économique continental à Genève, en Suisse, les 17, 18 et 19 mars prochains. Organisé par le Groupe Jeune Afrique, en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD), ce rendez-vous des dirigeants des plus grandes entreprises africaines, qui accueillera cette année plus de 700 PDG, banquiers, financiers et décideurs africains et internationaux, offre un véritable cadre d'échanges aux acteurs du secteur privé africain. Depuis sa création en 2012, l'Africa CEO Forum s'efforce de rapprocher les acteurs économiques africains, tant anglophones que francophones, dans le but de faciliter le développement des échanges régionaux, favoriser le dialogue public-privé pour bâtir des bases favorables au développement de nouvelles activités et valoriser l'entrepreneuriat africain, ainsi que l'audace dont il fait preuve.

915 M de dollars,

c'est le montant global des financements que la Banque africaine de développement compte mettre au profit du Kenya entre 2014 et 2018.



Tunisie, la BEI met la main à la poche

La Banque européenne d'investissement (BEI) compte accorder des prêts d'un montant global de 500 millions d'euros (690 millions de dollars) à la Tunisie, dans le but de «soutenir la transition démocratique dans ce pays d'Afrique du Nord qui a connu une révolution début 2011». Selon les propos de Philippe de Fontaine Vive, rapportés par divers médias, cette décision est un message clair de notre soutien à la transition démocratique. «L'ensemble des financements qui seront servis par la BEI à la Tunisie en 2014 inclut un prêt de 150 millions d'euros qui a été déjà servi le 4 mars à l'Entreprise tunisienne des activités pétrolières (ETAP, publique). Ce prêt est destiné à financer le développement du champ gazier Nawara, situé dans le sud de la Tunisie», selon l'agence Ecofin.



L'ONCF se met sur les rails du continent

● Le transporteur ferroviaire finalise deux nouvelles conventions de coopération avec la société des chemins de fer du Gabon et celle de Djibouti. L'Office se positionne aussi en acteur régional de référence et promeut le transfert des connaissances.

L'Office national des chemins de fer (ONCF) ne pouvait pas mieux célébrer ses 50 ans d'activité. D'une pierre deux coups, le transporteur ferroviaire a en effet signé, en fin de semaine dernière, deux nouvelles conventions de coopération avec la société des chemins de fer du Gabon et celle de Djibouti, concrétisant ainsi une nouvelle dimension que le transporteur ferroviaire compte insuffler à ses activités. Ces partenariats ont été scellés en marge d'un séminaire international organisé autour du thème central des «chemins de fer entre le passé, le présent et l'avenir», en collaboration avec l'Union internationale des chemins de fer (UIC), dont l'ONCF préside la représentation africaine. «Ces partenariats s'inscrivent en droite ligne avec l'engagement du Maroc, conformément à la dynamique insufflée par le roi Mohammed VI pour le renforcement de la coopération Sud-sud», déclare un communiqué du transporteur. Une réunion du Comité exécutif de l'UIC – Région Afrique, a également été tenue avec la participation de hauts responsables d'une quinzaine de réseaux ferrés, représentant une dizaine de pays du continent. Au menu, figurait



● L'ONCF, dirigé par Mohamed Rabie Khlie, mise sur la coopération infra-régionale, pour un développement durable du secteur des rails sur le continent.

l'examen de l'état d'avancement du plan d'action arrêté pour 2014. Ce programme intègre, entre autres actions phares, «l'organisation au Maroc de deux sessions de formation au profit de cadres ferroviaires africains sur la sécurité et la maintenance de la voie», en plus de la définition du système de déclinaison de la stratégie «Africa Rail», arrê-

tée à l'horizon 2040. Ce secteur veut en effet clairement reprendre sa place dans le dispositif de l'infrastructure de l'Afrique de demain. Une table ronde d'acteurs continentaux du secteur s'est même penchée sur les visions de «revitalisation des chemins de fer à travers le monde et plus particulièrement celle relative à la région Afrique».

Acteur régional

L'ONCF mise également dans la coopération infra-régionale, pour un développement durable du secteur des rails en Afrique du Nord. L'Office a également présidé, durant la même semaine à Marrakech, la 31^e session du Comité du transport ferroviaire du Maghreb (CTFM). Plusieurs hauts responsables

La stratégie «Africa Rail 2040» vise à placer le chemin de fer au cœur du transport en Afrique.

des cinq réseaux maghrébins ont pris part aux travaux de cette rencontre. Les thématiques abordées portent sur le renforcement de l'échange de bonnes pratiques entre ces réseaux, qui ont couvert le système de management des ressources humaines, les activités voyageurs et fret, ainsi que les techniques liées aux infrastructures ferroviaires. Les acteurs régionaux du secteur semblent aujourd'hui unanimement convaincus de l'intérêt du développement en commun de projets dans le secteur ferroviaire. Les actes n'ont cependant pas encore rejoint les paroles. ●



BMCE Bank, partenaire de votre dossier Afrique

BMCE BANK 
NOTRE MONDE EST CAPITAL

Cahier de l'intégration

LES 9 «TRANSFORMERS» AFRICAINS

● Pour une première, l'African Center for Economic Transformation (ACET) vient de publier un rapport sur les économies africaines les plus engagées sur la voie de la transformation structurelle. «L'African Index on Economic Transformation and Depth» classe ainsi une dizaine d'économies africaines à partir de trois principaux critères que sont la diversification, la productivité, la compétitivité à l'exportation et le bien-être des habitants des pays étudiés. En voici le top 9, avec les dernières actualisations statistiques de l'African Economic Outlook.

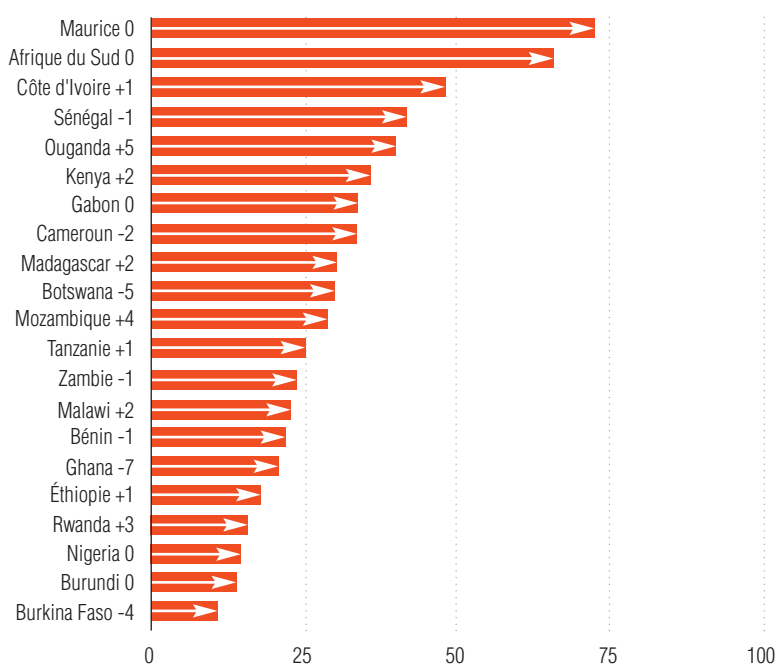
1 ILE MAURICE

Grand habitué aux premières places des classements économiques du continent, le leadership de l'île Maurice ne surprend pas. Les points forts du pays sont dans son industrie du textile, du sucre, du tourisme et hospitalité, ainsi que les nouveaux secteurs émergents des services financiers et des TIC. Avec le Botswana, les deux pays ont eu les plus impressionnantes progressions de PIB sur le continent, de 1971 à 2010. Le PIB/capita mauricien a très vite progressé, à une vitesse annuelle de 5,1% depuis les années 1980, année à laquelle le pays s'était engagé dans une transformation en profondeur de son économie. Ce chiffre était de -0,6% quelques années plus tôt. Le pays se classe 78^e sur 187 pays dans le Rapport sur le développement humain 2011 (RDH) du PNUD, et 2^e pour la région subsaharienne. Les experts du PNUD notent que le pays a surtout progressé en matière de santé.

2 SÉNÉGAL

Le pays vient tout juste de dévoiler les grandes lignes de sa stratégie de développement à l'horizon 2020 (Plan Sénégal émergent). Dans les dernières actualisations de l'African Economic Outlook, la dynamique économique du Sénégal a gagné en intensité en 2012, avec 3,7% de croissance. Une bonne campagne agricole a été le principal facteur de cette croissance. Le pays n'a pourtant pas été épargné par les répercussions de la crise malienne et de la mauvaise production arachidière de 2011. Selon les experts de la Commission économique pour l'Afrique

INDICE DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE DES ÉCONOMIES AFRICAINES



SOURCE : ACET RESEARCH

des Nations-Unies (CEA), «La baisse de la demande malienne explique le recul des exportations de ciment hydraulique (0,3%) et de produits pétroliers (2,3%) en 2012». Par ailleurs, le secteur secondaire (hors mines et carrières) a contribué à hauteur de 22,2% au PIB en 2012, là où le secteur

tamment par les services financiers, les télécommunications et le commerce.

3 OUGANDA

En 2012, le pays a connu un sérieux recul de sa dynamique économique, dû à la mauvaise conjoncture mondiale et au resserrement des politiques budgétaire et monétaire opéré par les pouvoirs publics. Le PIB réel n'a progressé que de 3,2% au cours de l'exercice 2011/12. Le taux directeur de la Banque centrale (Banque de l'Ouganda) a atteint 23% en janvier 2012, faisant grimper les taux des prêts aux conditions du marché au niveau record de 27,6% pour les prêts libellés en shillings. Les dépenses

Compétitivité à l'export et développement humain... sont parmi les critères de sélection.

tertiaire a contribué pour 58,2%, avec une croissance de 4%. Cette dynamique est tirée no-

publiques ont reculé en termes réels. Si elles ont permis de stabiliser l'économie avec une inflation en net recul, de 25,7 à 5,5% entre janvier et décembre, ces politiques l'ont par ailleurs freinée. La croissance réelle est estimée à 4,4% en 2012, la plus basse jamais enregistrée depuis 2000. Les chiffres nationaux disponibles pour 2011/12 indiquent un ralentissement particulièrement intense dans les industries manufacturières, le commerce de gros et de détail, les services financiers et les secteurs de la santé et de l'éducation, qui ont enregistré des taux de croissance négatifs de -1,8, -0,7, -11,8, -20 et -5,8%, respectivement.

4 KENYA

Le géant africain de la Corne de l'Afrique est bien loti dans sa 4^e place des économies africaines les plus en transformation. L'agriculture, le tourisme et l'industrie manufacturière sont les principales forces de cette économie. Le secteur primaire fait preuve de bonnes performances depuis 2009, malgré des conditions climatiques parfois défavorables. Au premier trimestre 2012, il a crû de 2,3% (contre 0,2% au premier trimestre 2011). Les performances des cultures vivrières sont passées par là. Le tourisme est aussi en plein rebondissement au lendemain de la crise post-électorale de 2007/2008. De janvier à août 2012, les arrivées de touristes ont progressé de 0,8 à 1,23 million (contre 1,22 million sur la même période en 2011). Les cinq premiers pays d'origine des touristes sont le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Italie, l'Inde et l'Allemagne, selon les

●●●
L'île Maurice pointe logiquement à la première place du classement de l'ACET.

Cahier de l'intégration

statistiques les plus actualisées reprises par l'African Economic Outlook.

5 GABON

Le Gabon a de quoi être fier de sa cinquième place. Le pays est sur un ambitieux plan de développement visant l'émergence à l'horizon 2015, le Plan stratégique Gabon émergent. Le Gabon cherche surtout à diversifier son économie, fortement dépendante, jusque là de l'exportation des hydrocarbures. En 2012, la croissance du pays a en effet été fortement portée par ces exportations. Le pays a bénéficié du niveau élevé du prix du baril, afin de maintenir son taux de croissance du PIB à 5,7% en 2012, en baisse, néanmoins, par rapport à celui de 2011 (7,0%). L'un des objectifs poursuivis par les autorités à travers le PSGE est de réduire progressivement la dépendance envers les ressources pétrolières et, plus généralement, les matières premières. Le pétrole concentre la quasi-totalité des exportations (plus de 90%) et occupe une part tout aussi significative du PIB (48%). Les ressources pétrolières, toutefois, sont en baisse progressive en raison de l'épuisement des champs marginaux, qui ne s'est pas accompagné de découvertes de gisements économiquement exploitables.

6 CAMEROUN

Ce pays d'Afrique Centrale est l'une des «surprises» du classement. Sur le plan macroéconomique, le redressement amorcé au lendemain de la crise financière de 2008/09 s'est poursuivi en 2012, avec un taux de croissance estimé à 4,9%, contre 4,1% en 2011. Cette performance résulte, d'une part, de la hausse de la production pétrolière (+9,7%, contre -7,3% en 2011) et, d'autre part, de la forte poussée de la demande intérieure liée au démarrage de grands projets d'infrastructure.

En 2012, la progression de la demande intérieure émanant du secteur privé a atteint 6,5%, pour seulement 5,3% en 2011. À travers la fourniture de biens et

de services pour les différents projets, cette demande additionnelle irrigue toute l'économie. La reprise a soutenu l'expansion du secteur non pétrolier, estimée à 5% en 2012,

Le Mozambique et le Botswana attirent les investisseurs, preuve de leur dynamisme économique.

de l'agriculture (+4,1%), de l'agroalimentaire (+3,6%), du bâtiment et des travaux publics (BTP) (+11,2%), ainsi que des transports et des télécommunications (+8,8%).

7 MADAGASCAR

L'économie insulaire a progressé de 1,9% en 2012. Le secteur secondaire continue de se positionner en principal facteur de croissance. Il a en effet progressé de 3,8%, soit 0,4 point de plus qu'en 2011. «Il s'agit là d'une performance due essentiellement aux industries extractives et à la reprise des exportations des zones franches. Ces exportations, qui ont subi de plein fouet la suspension de Madagascar au sein de l'African Growth and Opportunity

Act (Loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique, Agoa), devraient croître de 4,8% (contre -0,7% en 2011) grâce à la diversification des marchés vers l'Europe et l'Asie», expliquent les économistes

de la CEA. Grâce au regain de l'activité touristique et aux branches liées au transport, le secteur tertiaire a progressé de 2,7%, après un repli de 0,7% en 2011. Quant à la croissance du secteur primaire, elle demeure faible, à 0,2%.

Elle subit surtout la contreperformance du sous-secteur de la sylviculture, résultat de la suspension de la délivrance de permis d'exploitation de bois précieux, mais aussi de perturbations cycloniques récurrentes affectant la production agricole.

8 BOTSWANA

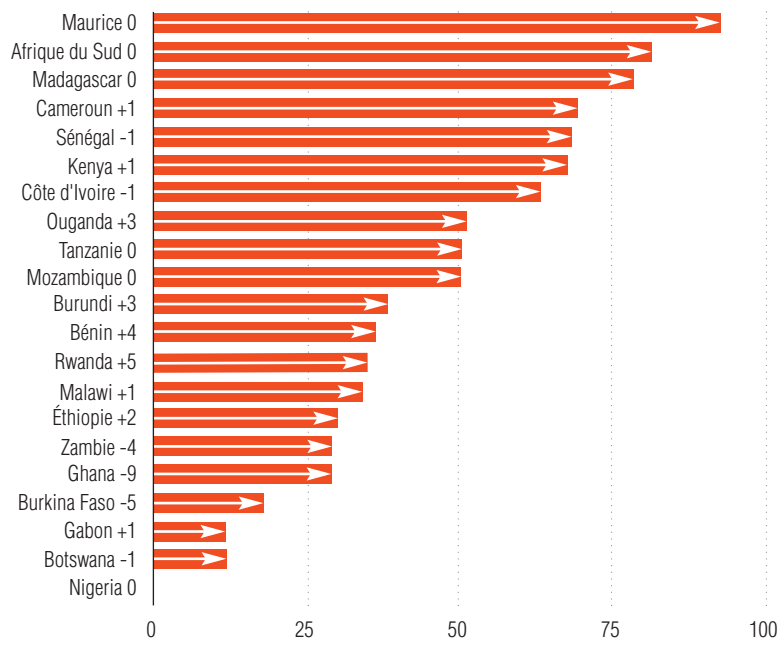
L'économie de ce pays d'Afrique du Sud est marquée par une croissance assez stable du PIB, en dépit des répercussions du ralentissement économique mondial. Celles-ci ont surtout pesé sur l'une des exportations majeures du pays et source de richesses : les diamants. La croissance a de ce fait stagné à 5,8%, un ralentissement qui devrait se poursuivre, selon les observateurs, «à court

terme, avec une croissance de 5,6% en 2013 et de 5,5% en 2014». En 2011, l'économie du Botswana a enregistré une croissance de 8,0% en 2011, poursuivant la reprise entamée en 2010 suite à la crise économique mondiale de 2009, tirée par une plus forte demande mondiale de diamants. Les estimations pour 2012 indiquent cependant des difficultés à tenir le rythme, avec un taux de croissance déclinant à 5,8%. Les perspectives les plus actualisées indiquent une croissance économique modérée d'environ 6,0% par an jusqu'en 2014, compte tenu de la morosité des perspectives mondiales et de la lente reprise du secteur minier qui en découle.

9 MOZAMBIQUE

Cette économie est de plus en plus dans le giron des pays les plus avancés du continent, en dépit d'un niveau de développement humain parmi les plus faibles au monde (184e rang sur 187 pays dans l'Indice de développement humain établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud)). Le pays affiche tout de même une croissance très enviée de 7,2%, en moyenne tout au long de la dernière décennie. «Le Mozambique a également rejoint le groupe des pays émergents riches en ressources naturelles, faisant les gros titres de la presse internationale pour ses investissements massifs dans le charbon et, en 2012, lorsqu'il a confirmé la découverte de vastes réserves de gaz naturel», rapporte-t-on auprès de l'African economic outlook. Par sa situation géographique, en tant que porte vers l'océan Indien et quelques-unes des plus importantes puissances énergétiques mondiales, il continue d'attirer des investisseurs internationaux de premier plan, malgré un ralentissement de son développement. Les projets à grande échelle, essentiellement financés par des capitaux étrangers, tiennent une place dominante dans l'économie mozambicaine. Ces «mégaprojets» sont concentrés dans les industries extractives (aluminium, principalement) et dans l'énergie.

NIVEAUX DE DIVERSIFICATION DES ÉCONOMIES AFRICAINES



SOURCE: ACET RESEARCH

L'opérateur de la semaine

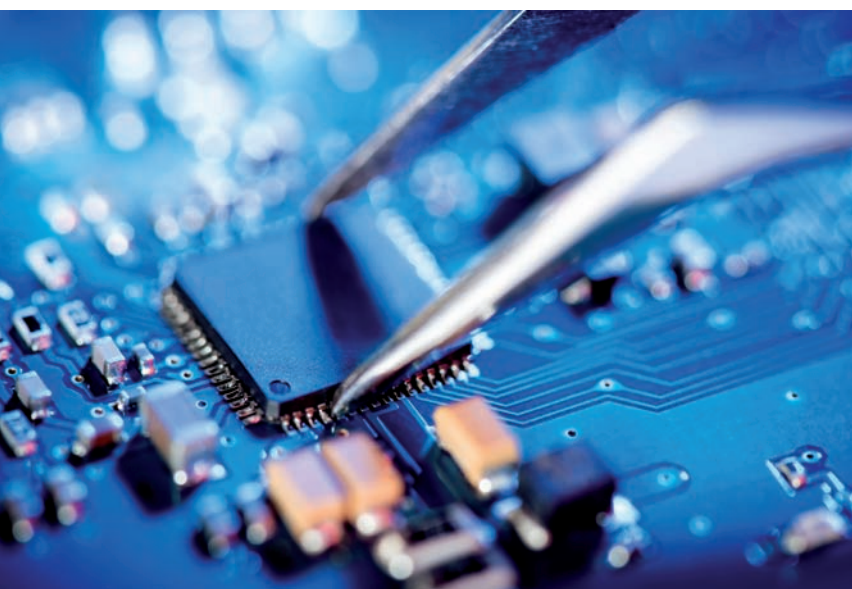
EN PARTENARIAT AVEC



Centre Marocain de Promotion des Exportations

Caciopee opte pour une croissance maîtrisée

● L'enseigne se concentre sur quatre pays de la région ouest-africaine pour assurer les fondements de sa croissance à l'international. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Cameroun sont les marchés-cibles prioritaires pour ce spécialiste des technologies de l'information.



Ce spécialiste des technologies de l'information, développeur de solutions logicielles dans quatre principaux domaines de la gestion d'entreprise, est un «IBM Business Partner» pour les services et prestations de développement de logiciels et de formation au Maroc et en Afrique francophone. Dans cette région, justement, Caciopee est particulièrement active sur plusieurs marchés. Au Sénégal, par exemple, elle vient d'y tenir tout récemment une opération de prospection et

de présentation de ses solutions en partenariat avec le géant mondial de l'informatique, IBM. Caciopee déploie et prospecte également sur trois grands autres marchés des IT du continent comme la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Gabon, où «des contacts très prometteurs ont été passés avec les opérateurs locaux du secteur», selon Mohamed M'Hamdi, directeur associé chez Computec. Sur le marché ivoirien, en particulier, l'entreprise marocaine est en partenariat avec Computec, un intégrateur local, et Global finance,

spécialisée dans le Conseil. Les deux enseignes ont de très bonnes assises dans leurs filières respectives. «Nous tentons essentiellement, dans un premier temps, de nous concentrer sur ces quatre marchés, que nous estimons les plus porteurs en potentiels d'affaires dans notre secteur de prédilection», nous explique M'Hamdi.

Modèle de croissance

Le modèle de croissance à l'international adopté par Caciopee est principalement basé sur le développement de partenariats avec des opérateurs locaux, sous forme de contrats de représentation et de distribution de ses solutions. Ce modèle est celui adopté sur le marché ivoirien ainsi que sur le marché camerounais, en l'occurrence. «Nous sommes sur des solutions assez innovantes, qui nous permettent de nous démarquer, tout en capitalisant aussi sur une solide expérience en génie logiciel», explique M'Hamdi. Cette expérience, l'enseigne la justifie avec une liste de références dans laquelle l'on retrouve plusieurs grandes entreprises et organismes publics du royaume (Maroc Telecom, Finea, Direction générale des impôts, etc). ●

●●●
L'entreprise vient de lancer une opération de prospection et de présentation de ses solutions IT, en partenariat avec IBM.



BIO EXPRESS

Mohamed M'Hamdi,
Directeur associé

De formation supérieure française - Institut national polytechnique de Grenoble, ENSI Mécanique énergétique - Mohamed M'Hamdi est de ces profils qui ont sacrifié de bonnes opportunités de carrière dans leur pays d'accueil pour venir tenter leur chance au bercail. Rentré de France en 1988, l'homme se lance dans le consulting avant de se faire une place dans le secteur de l'enseignement supérieur. Il dispense des cours pendant quelques années à l'École Mohammédia d'Ingénieurs, où il a réalisé, entre autres acquis, le montage du deuxième centre de calcul de l'école. Il quitte l'EMI en 1992 pour rejoindre le secteur privé, en l'occurrence la société Digital Equipment, qui venait tout juste de s'installer sur le marché local, dans un contexte où le secteur des TICs faisait encore ses premiers pas. Cette étape du parcours de l'actuel directeur associé de Caciopee a été très significative. «Nous avons contribué aux premiers projets d'informatisation d'un certain nombre d'organismes publics, comme la Direction des impôts et la Direction des budgets», se rappelle l'homme. Quelques difficultés financières vont pousser Digital Equipment à mettre la clé sous le paillason. L'homme ne se laisse pas abattre, conscient du potentiel d'avenir du secteur des TICs au Maroc. Son optimisme va payer. En Août 1994, il intègre une nouvelle société, Digitem, en qualité de directeur des services. Il y passe 5 longues années avant de sentir le besoin de tracer sa propre voie. Il décide ainsi de s'associer avec d'autres investisseurs pour lancer Caciopee en 2001. ●

Le plus de Maroc Export

Le savoir-faire des entreprises marocaines leur permet de se positionner parmi les plus performantes au monde dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Cette renommée ajoutée à sa proximité et ses affinités avec les pays africains sont des facteurs très favorables pour que le Maroc puisse tisser des liens de coopération et de partenariat avec les pays africains dans ce domaine. Ces opportunités touchent aussi bien les services privés que les administrations publiques. Particulièrement dans ce domaine et afin de mieux approcher ces marchés, les entreprises marocaines doivent procéder avec beaucoup de persévérance pour arriver à concrétiser des projets. En plus de la concurrence féroce de la Chine sur tout le continent, l'entreprise marocaine doit faire face à la concurrence de l'Inde en Afrique de l'Est, à la concurrence de l'Afrique du Sud sur les marchés de l'Afrique Australe et à la concurrence européenne, notamment française sur les marchés de l'Afrique de l'Ouest et Centrale. Ceci est dû à l'offre internationale très large et au fait que la plupart des administrations (ministères, douanes) ou entreprises (banques, assurances) africaines sont en train de créer leurs systèmes d'information ou en train de les développer pour accompagner la révolution mondiale.

EN PARTENARIAT AVEC 

Le marché de la semaine

Maroc-Gabon

La diversification en priorité

● Divers secteurs ont été servis en nouveaux partenariats développés. L'agriculture, les hydrocarbures, le secteur financier et bancaire, l'immobilier et les nouvelles technologies sont les secteurs les plus concernés. 24 accords de coopération ont été conclus entre les deux pays.

L'ultime étape de la tournée royale en région subsaharienne, à l'instar des précédentes, a livré son lot de retombées en termes de nouveaux partenariats. Sur un total de 24 accords signés en marge du forum économique Maroc-Gabon tenu vendredi dernier, une majeure partie porte sur le volet économique, traduisant les ambitions des deux pays à donner un nouvel élan à leur coopération dans divers secteurs d'activité. Il s'agit là principalement des secteurs de l'agriculture, le secteur financier et bancaire, l'habitat, la formation professionnelle, le transport, les nouvelles technologies, la santé ainsi que le tourisme. Dans le secteur agricole, la principale opération à retenir de cette étape gabonaise est sans nul doute l'accord de partenariat stratégique conclu dans le domaine des engrais, dans lequel OCP jouera évidemment un rôle clé. L'objectif est ici de promouvoir la mise en valeur des ressources agricoles des deux pays et combattre l'insécurité alimentaire. D'autres actes significatifs ont été posés dans les relations commerciales et d'investissements. C'est le cas dans le secteur bancaire du partenariat scellé entre le groupe Banque centrale populaire (BCP) et le ministère gabonais



de l'Économie, de l'emploi et du développement durable, de la convention finalisée par le groupe Attijariwafa bank et l'État gabonais dans le cadre du Plan Gabon émergent, ainsi que pour les activités de

marché et de conseil en instruments de dette. Le secteur des hydrocarbures n'est pas en reste. Un important protocole d'accord a ainsi été conclu entre l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM) et la société équatoriale des mines (SEM), portant sur la coopération scientifique et technique. Par ailleurs, l'immobilier est aussi un des créneaux sur lesquels la coopération économique compte davantage se positionner. De nouveaux projets ont ainsi été lancés, à l'image de celui portant sur la construction d'un programme immobilier sur le site d'Avorbam à Libreville. Le groupe Palmeraie a également décroché un important projet pour la construction de logement sur le

site du pont Nomba Owendo. Dans le secteur des TICs, les concrétisations les plus significatives concernent l'accord relatif à l'attribution d'une licence d'établissement et d'exploitation de réseaux 3G et 4G à Gabon Telecom, filiale du groupe IAM, ainsi que le projet de mise en place, par Gemadec, d'un Centre national de courrier hybride pour la poste gabonaise. ●

FICHE PAYS
GABON

Taille
1,5 million de consommateurs potentiels (2011)

Monnaie
Franc CFA

PIB
19,9 MMUSD

Croissance PIB
6,6% en 2013 et 6,8% en 2014

Région économique
Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)

Doing Business 2013 :
163^e mondial sur 189 pays (169^e au DB2013)

Risqué pays

Croissance élevée, tirée par les IDE

La croissance restera soutenue en 2014 grâce au dynamisme des branches non-pétrolières : secteur forestier, minier, télécommunications, logement... L'activité sera alimentée par le plan d'investissements : «Plan stratégique Gabon émergent (PSGE)», lancé par Ali Bongo, qui s'est fixé comme objectif de faire du Gabon une puissance émergente d'ici 2025. Il est largement financé par les aides internationales, mais aussi par les revenus du pétrole qui, bien que déclinants, demeurent la principale source de recettes de l'État. En effet la production pétrolière gabonaise a atteint son pic en 1997 et elle devrait s'élever en 2014 seulement à 83 millions de barils, contre 89 millions en 2012. Afin d'anticiper la baisse prévue des recettes liées au pétrole, une modernisation des puits existants est en cours de réalisation et de nouveaux projets d'extraction offshore sont annoncés dans les années à venir dans le Golfe de Guinée. Le gouvernement s'est fixé comme objectif de doubler la production d'ici 5 à 7 ans. Le dessein de cette politique d'investissements est de diversifier l'économie, qui dépend de l'industrie extractive, et de moderniser les infrastructures du pays. Enfin, l'augmentation attendue du pouvoir d'achat des ménages, découlant des revenus de la rente et de la hausse des salaires, alimentera le secteur des services.

coface



Le groupe BMCE Bank vous accompagne dans vos échanges commerciaux entre l'Afrique et le monde

BMCE BANK 
NOTRE MONDE EST CAPITAL

Vue du Cameroun



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir. pub-Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

Il faut y croire

Le 6 mars dernier a eu lieu, à Douala, la 5^e édition du Cameroon Business Forum (CBF). Cette principale plateforme de dialogue public-privé a en effet mis en évidence les lenteurs déjà maintes fois décriées par la plupart des observateurs. Il est ainsi apparu que les 49 recommandations arrêtées au terme de l'édition 2013 du CBF n'ont connu à ce jour qu'un taux de réalisation de 41%. Cela n'est pas de nature à améliorer le climat des affaires qui, au regard du dernier classement Doing Business s'est dégradé, le pays ayant perdu 7 places en l'espace d'un an. Selon Mathieu Mandeng, le président du syndicat des établissements de crédit, «au Cameroun, les réformes sont lentes». Néanmoins, la conjugaison d'un certain nombre d'indices donne droit à l'optimisme, dans le cadre de ce nouvel appel aux investisseurs privés. Primo, le message de fin d'année du président Biya résonnait comme une interpellation à l'endroit des responsables de l'administration, appelés à faire preuve de plus de célérité dans la prise des décisions. Secundo, les membres du gouvernement, avec à leur tête le Premier ministre Philémon Yang, qui présidait les travaux, ont été d'accord avec le secteur privé sur la nécessité d'aller beaucoup plus vite dans la mise en œuvre des réformes. Tertio, les partenariats public-privé sont différents des marchés publics et obéissent à des règles spécifiques, qui ne s'accrochent pas de la procédure longue et parfois périlleuse du code des marchés. Donc, il faut y croire...

Le Cameroun fait la cour aux investisseurs

● Le gouvernement vient de publier une liste de 14 projets qu'il souhaite réaliser dans le cadre d'un partenariat public-privé. Les secteurs les plus représentés dans cette liste sont l'énergie et les travaux publics.

Le gouvernement camerounais a rendu public le 25 février dernier une liste de 14 projets qu'il entend réaliser dans le cadre d'un partenariat public-privé. Ces projets couvrent des secteurs variés, à commencer par les infrastructures énergétiques. Dans ce domaine, quatre projets d'envergure sont répertoriés. Le plus original étant la conception, le financement, l'exploitation et la maintenance d'une centrale éolienne sur les monts Bamboutos (2.500 m d'altitude) situés à l'ouest du pays. L'originalité de ce projet tient dans ce qu'il est le premier véritable programme éolien du Cameroun qui, jusqu'à présent, ne s'alimente qu'à partir de l'énergie hydroélectrique et thermique. Les autres projets énergétiques comprennent la construction de deux barrages hydroélectriques sur le fleuve Sangha (le plus important du pays) et sur la rivière Hina. Enfin, il y a la conception, le financement, la construction et la maintenance d'une ligne électrique de 225 KV devant relier la ville côtière de Kribi, futur grand pôle industriel et la capitale Yaoundé, distantes d'un peu moins de 300 km. Le domaine des travaux publics occupe aussi une importante place dans ces projets, avec quatre chantiers. Il y a d'abord la construction de l'autoroute Douala-Yaoundé dans sa section Bot-Makak-Douala, qui mesure un peu plus de 100 km. L'on a ensuite la construction, l'exploitation et la maintenance de la ligne de chemin de fer Douala-Limbé qui mesure 70 km. Troisièmement, il y a le chemin de fer Edéa-Kribi-Lolabé sur environ 120 km. Le dernier projet dans ce secteur est la fourniture des équipements, l'aménagement, l'exploitation et la maintenance de centrales de concassage. Le secteur du tourisme vient ensuite avec



deux projets urbains. À savoir, d'une part l'aménagement du lac municipal situé au centre de la capitale Yaoundé et d'autre part l'aménagement, l'exploitation et l'entretien d'un parc sous forme de forêt urbaine à Douala. Les projets restant vont de l'aménagement urbain à l'agroalimentaire, en passant par l'exploitation forestière et le transport. Le communiqué rendu public par le ministre de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat) indique que les opérateurs économiques intéressés par ces programmes d'investissements ont jusqu'au 31 mars 2014 pour se manifester auprès du Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (Carpa). C'est en effet auprès de cet organisme basé à Yaoundé que les postulants peuvent retirer le modèle du dossier de capacités techniques et financières (DCTF) sur la base duquel ils pourront postuler. Un document disponible aussi en ligne sur le portail web du Carpa à l'adresse www.ppp-cameroun.cm. Pour ce qui est du calendrier de l'opération, le communiqué du Minepat pré-

●●●
Autoroute, chemin de fer, projets touristiques... de nombreux chantiers seront lancés.

cise qu' : «à compter du 10 avril 2014, les dossiers de manifestation d'intérêt reçus seront analysés et évalués en vue d'établir une liste restreinte des candidats par projet. Sur la base de cette liste restreinte, les cinq meilleurs candidats pour chaque projet seront invités à participer à un appel d'offres restreint. Ledit appel d'offres donnera suite au dialogue de pré-qualification et à la négociation des termes d'un contrat de partenariat avec l'investisseur, qui sera déclaré adjudicataire.». Ce n'est pas la première fois que le gouvernement camerounais recourt au partenariat public-privé pour la réalisation de ses grands projets de développement. En janvier 2013 déjà, le Minepat avait publié une liste similaire de projets devant être réalisés suivant le modèle du build-operate-transfer (BOT). Parmi ces projets, certains ont été reconduits cette année. À l'instar des chemins de fer Edéa-Kribi et Douala-Limbé, ou de la centrale éolienne des monts Bamboutos.

PAR **JULIEN CHONGWANG**
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun